

Avenant n° 1 du 27 mai 2025

à l'accord du 17 décembre 2024
relatif à la participation

NOR : ASET2550686M

IDCC : 2264

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

SYNERPA ;

FHP,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

UNSA ;

FSS CFTD ;

FPSS FO,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le présent avenant fait suite à la lettre en date du 9 avril 2025 de la DGT notifiée dans le cadre de la procédure d'agrément de l'article D. 3345-6 du code du travail et sollicitant un certain nombre de modifications en vue de permettre l'application de l'accord du 17 décembre 2024 relatif à la participation.

Article 1^{er} | Préambule

Dans le préambule (dernier alinéa), la référence à l'article L. 3329-9 est remplacée par la référence à l'article L. 3322-9.

Article 2 | Condition d'appréciation des temps de présence

Dans le 3^e alinéa de l'article 4, la fin de la phrase qui commence par « faisant suite » jusqu'à « maladie professionnelle » est supprimée.

Article 3 | Salaire à retenir dans le cadre de la répartition

À la fin du 2^e alinéa de l'article 5, il est rajouté dans la parenthèse après les mots « de celui-ci », les mots « ou de l'arrêt de travail pour maladie l'ayant, le cas échéant, précédé ».

Article 4 | *Plafonnement des droits individuels*

Dans l'article 6, il est rajouté un 3^e alinéa ainsi rédigé :

« Conformément aux dispositions du 2^e alinéa de l'article L. 3324-7 du code du travail, les sommes qui en raison des règles ci-dessus, n'auraient pu être mises en distribution, demeurent dans la réserve spéciale de participation pour être réparties au cours des exercices ultérieurs. »

Article 5 | *Déblocage des sommes*

À la suite de la phrase du premier alinéa de l'article 9, est ajouté « s'agissant des sommes placées sur le plan d'épargne, ou au moment du départ à la retraite, conformément à l'article L. 3334-14 du code du travail, s'agissant des sommes placées sur le plan d'épargne pour la retraite collectif ».

À la fin de l'article 9, il est rajouté un dernier alinéa ainsi rédigé :

« La demande de liquidation anticipée est, conformément à l'article R. 3324-23 du code du travail, effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la survenance du fait générateur sauf dans les cas de rupture du contrat du travail, décès, invalidité, violences conjugales, surendettement et activité de proche aidant. Dans ces cas, le déblocage peut intervenir à tout moment. »

Article 6 | *Choix laissés à l'employeur « Formule de participation »*

Dans l'article 12.2 « Formule de participation » à la fin du paragraphe de l'option 2, il est rajouté un dernier alinéa ainsi rédigé :

« Dans cette hypothèse, le montant maximal de la RSP ne devra pas dépasser :

- la moitié du bénéfice net comptable (option A) ;
- le bénéfice net fiscal diminué de 5 % des capitaux propres (option B) ;
- le bénéfice net comptable diminué de 5 % des capitaux propres (option C) ;
- la moitié du bénéfice net fiscal (option D). »

Article 7 | *Choix laissés à l'employeur « Répartition entre les bénéficiaires »*

Dans l'article 12.3 « Répartition entre les bénéficiaires », au 4^e alinéa, après la parenthèse (option 4), il est rajouté la phrase suivante :

« Soit selon la formule suivante :

$$\text{Montant individuel de la RSP} = \frac{\text{RSP}}{\text{Nombre des bénéficiaires}}$$

Article 8 | *Choix laissés à l'employeur « Modalités de mise en place »*

Dans l'article 12.4, dans le paragraphe relatif à l'option retenue pour la formule de participation, la parenthèse est ainsi modifiée « (option 1 ou 2) ».

À la suite, il est rajouté un paragraphe ainsi rédigé :

« Dans le cadre de l'option 2 relative à la formule de participation, le document précisera aussi l'un des quatre plafonds de la RSP prévus à l'article 12.2 (option A, B, C ou D). »

Dans le paragraphe qui commence par « Ce document élaboré... », à la fin dudit paragraphe, il est rajouté une phrase ainsi rédigée :

« S'il s'agit d'une formule de participation dérogatoire (option 2), le dépôt du document devra se faire avant le 1^{er} jour du 7^e mois de l'exercice d'application de la participation. »

Article 9 | *Annexe 1 de l'accord*

Dans le préambule et dans l'article 4 rajouter « du 17 décembre 2024 ».

Dans le titre de l'article 1^{er}, après le mot « participation » rajouter « et date d'effet ».

Les deux alinéas de l'article 1^{er} sont supprimés et remplacés par les dispositions qui suivent :

« La participation est mise en place à compter de l'exercice ouvert le/...../... pour une durée de..... exercices (à définir en un, deux ou trois exercices – option 1).
La participation est mise en place à compter de l'exercice ouvert le/...../..... pour une durée indéterminée (option 2). »

À la fin de l'article 2, il est rajouté un 2^e alinéa ainsi rédigé :

« Le montant de la RSP se calcule par référence au bénéfice fiscal de l'entreprise selon l'une des formules suivantes :

■ Option 1 :

$$RSP = 1/2 (B - 5 \% C) \times (S/VA)$$

B = bénéfice net de l'entreprise (définition visée à l'article L. 3324-1 du code du travail).

C = capitaux propres de l'entreprise (définition visée à l'article D. 3324-4 du code du travail).

S = masse des salaires bruts (définition visée aux articles D. 3324-1 du code du travail et L. 242-1 du code de la sécurité sociale).

VA = valeur ajoutée (définition visée à l'article D. 3324-2 du code du travail).

■ Option 2 :

$$RSP = 2/3 (B - 5 \% C) \times (S/VA)$$

B = bénéfice net de l'entreprise (définition visée à l'article L. 3324-1 du code du travail).

C = capitaux propres de l'entreprise (définition visée à l'article D. 3324-4 du code du travail).

S = masse des salaires bruts (définition visée aux articles D. 3324-1 du code du travail et L. 242-1 du code de la sécurité sociale).

VA = valeur ajoutée (définition visée à l'article D. 3324-2 du code du travail).

Dans cette hypothèse, le montant maximal de la RSP ne devra pas dépasser :

- la moitié du bénéfice net comptable (option A) ;
- le bénéfice net fiscal diminué de 5 % des capitaux propres (option B) ;
- le bénéfice net comptable diminué de 5 % des capitaux propres (option C) ;
- la moitié du bénéfice net fiscal (option D).

Le document précise le plafond choisi (option A, B, C ou D de l'article 12.2). »

À la fin de l'article 3, il est ajouté un 2^e alinéa ainsi rédigé :

« Répartition entre les bénéficiaires

L'entreprise pourra opter soit :

- pour une répartition de la RSP en totalité proportionnelle aux salaires (option 1) ;

- pour une répartition de la RSP en totalité proportionnelle au temps de présence (option 2) ;
- pour une répartition de la RSP calculée pour 50 %, proportionnellement aux salaires et 50 % au temps de présence (option 3) ;
- pour une répartition en totalité uniforme (option 4), soit selon la formule suivante :

$$\text{Montant individuel de la RSP} = \frac{\text{RSP}}{\text{Nombre des bénéficiaires}}$$

Article 10 | Entreprises de moins de 50 salariés

Le présent avenant s'applique exclusivement aux entreprises de moins de cinquante salariés tel que calculé conformément à l'article L. 1111-2 et L. 1111-3 du code du travail.

Article 11 | Durée

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra être dénoncé ou révisé conformément aux dispositions légales.

Article 12 | Dépôt

Il sera déposé au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris et auprès de la direction des relations du travail conformément aux dispositions des articles D. 2231-2 et suivants du code du travail.

Son extension sera demandée conformément aux dispositions des articles L. 2261-16 et L. 2261-24 du code du travail. Il entrera en vigueur le premier jour du mois suivant son extension.

Article 13 | Agrément

Le présent avenant sera soumis à agrément dans les conditions de l'article D. 3345-6 du code du travail.

Fait à Paris, le 27 mai 2025.

(Suivent les signatures.)